


Patrick Artus : « Le capitalisme a été à la hauteur de ce qu'on attendait de lui »

 lesechos.fr/idees-debats/cercle/patrick-artus-le-capitalisme-a-ete-a-la-hauteur-de-ce-quon-attendait-de-lui-1127262

29 août
2019



Par Patrick ARTUS (Chef économiste et membre du comité exécutif de Natixis)

Publié à 06h57

Patrick Artus est chef économiste et membre du comité exécutif de Natixis. Il est l'auteur de nombreux livres dont le dernier, « Discipliner la finance », est paru cette année chez Odile Jacob. Dans l'entretien qu'il nous accorde, il dresse un bilan positif du capitalisme, sans occulter les défis qu'il lui reste à relever. Selon lui, la mondialisation est déjà en train d'accomplir son tournant.

La critique du capitalisme est devenue aujourd'hui un sujet récurrent de nos débats intellectuels. On lui attribue volontiers tous les maux et on en appelle au mieux à sa réforme, au pire à sa disparition. Que pensez-vous de cette façon de poser le problème ?

Je pense qu'avant toute chose, il convient de dresser un bilan sincère et juste du capitalisme. Entre 1945 et 2008, nous avons appliqué dans le monde un modèle de type néolibéral qui a consisté à éliminer progressivement tout ce qui pouvait entraver les échanges de biens, de services mais aussi de capitaux. Or l'honnêteté impose de reconnaître que ce modèle a été à la hauteur de ce que l'on attendait de lui. Le plus important de tous est la très forte élévation du niveau de vie des populations. Il a été particulièrement sensible dans les pays émergents, où des millions de personnes ont pu

sortir de la pauvreté grâce au développement des échanges et aux investissements des pays riches dans les pays pauvres. Le résultat est que nous assistons aujourd'hui à une très forte convergence des revenus, même si celui des pays émergents ne représente encore qu'un tiers de celui des Etats-Unis.

Oublier cet apport considérable du modèle capitaliste serait faire preuve d'une profonde malhonnêteté intellectuelle.

D'où viennent alors toutes les critiques que l'on entend aujourd'hui ? D'un phénomène très simple. Depuis dix ans, nous voyons émerger avec force deux conséquences néfastes de ce modèle né après-guerre. La première, c'est le creusement des inégalités dans les pays riches. La seconde, c'est le dérèglement du climat.

Ces deux conséquences étaient largement prévisibles. L'erreur, c'est de ne pas les avoir expliquées aux opinions publiques. Prenons la question des inégalités. On sait pertinemment que lorsque l'on ouvre les échanges avec les pays émergents, l'industrie bas de gamme de nos pays riches va rapidement s'y délocaliser.

Pour dire les choses autrement, le prix à payer pour l'élévation du niveau de vie des pays pauvres, c'est la destruction d'une partie de l'industrie, donc des emplois, dans les pays de l'OCDE. Le creusement des inégalités vient essentiellement de là.

Deuxième conséquence de ce modèle, c'est sa gourmandise en énergie fossiles. Lorsque vous regardez la courbe de l'accroissement du PIB du monde sur longue période et celle de la consommation d'énergies fossiles, la corrélation vous saute aux yeux. Aujourd'hui, les émissions de CO₂ augmentent de 1,8 % dans le monde, alors que le PIB mondial croît de 4 %. Or pour respecter l'objectif d'un réchauffement de 2° préconisé par les scientifiques du GIEC, il faudrait réduire nos émissions de 3 % par an. Ce qui veut dire que nous avons actuellement 5 points de pourcentage d'écart avec l'objectif fixé.

Telles sont aujourd'hui les questions centrales posées au capitalisme de la part d'une partie de l'opinion qui ne veut plus de destructions d'emplois intermédiaires et qui réclame le respect des objectifs climatiques.

Et quelle est la bonne réponse à ces questions ?

Pour l'instant, elle est loin d'être évidente. Il existe aujourd'hui deux camps. Celui des optimistes technologiques, qui estiment que l'innovation nous aidera une fois de plus à nous sortir de ce piège. Et à l'autre bout, celui des pessimistes, qui pensent que l'on ne s'en sortira pas sans ajustement - à la baisse bien sûr - de la croissance.

Je pense, pour ma part, qu'il faut commencer par se poser les bonnes questions. Revenons à l'exemple du dérèglement climatique. Qui en est vraiment responsable ? Les chiffres sont clairs, même si l'on n'ose pas évoquer le sujet de façon transparente : aujourd'hui, les émissions de CO₂ sont aux deux tiers le fait des pays émergents où elles augmentent de 3 % par an. Dans les pays de l'OCDE en revanche, ces mêmes émissions reculent de 1 % par an. Si l'on s'en tient à ces chiffres, l'objectif est donc clair. C'est dans

des pays comme l'Inde, fort consommateur de charbon, où la croissance caracole à 7 % chaque année, qu'il faut porter l'effort. Or, contrairement à la Chine, qui est une nation riche et qui accomplira seule sa transition énergétique - ce qu'elle est du reste en train de faire - on ne peut demander à l'Inde de scier volontairement la branche sur laquelle elle est assise. Il faut l'aider à adopter un autre modèle énergétique que celui fondé sur le charbon.

Or que voyons-nous ? Les engagements mondiaux en faveur des énergies renouvelables représentent aujourd'hui 300 milliards de dollars par an. Il faudrait atteindre 750 milliards de dollars pour espérer respecter les engagements du Sommet de Paris sur le climat de 2015. Nous sommes donc loin du compte. Pour traiter ce problème à sa juste dimension, il faudrait mettre en oeuvre un gigantesque plan Marshall afin d'aider les émergents à financer un modèle de croissance plus vertueux pour la planète.

Faut-il aujourd'hui renoncer à la globalisation comme le préconisent certains économistes, notamment aux Etats-Unis ?

Sans être aussi radical, force est de constater qu'on a passé la marche arrière par rapport à la grande globalisation. On assiste en effet depuis quelque temps à une « re »-régionalisation des chaînes de valeur qui s'étaient mondialisées dans le souci d'exploiter au maximum les avantages compétitifs des différents lieux de production. On va sans doute passer d'un modèle économique où les productions sont éclatées mondialement - je fabrique mon moteur en Indonésie, ma boîte de vitesses au Mexique, etc. - à un modèle à plus fort contenu local, où l'on rapproche le lieu de production du consommateur final. Cela a un coût indéniable en matière d'efficacité, mais cela fait incontestablement disparaître l'effet négatif de la mondialisation globale. On voit déjà cette tendance à l'oeuvre dans le ralentissement du commerce mondial, qui s'explique essentiellement par le ralentissement des échanges entre les continents.

En dehors des inégalités et de la question climatique, quels sont, selon vous, les autres grands défis auxquels le capitalisme doit faire face ?

J'en vois deux autres. Le premier est le vieillissement démographique. Si l'on prend l'exemple de la zone euro, on considère que, dans la décennie 2020, la population en âge de travailler va baisser de 1 % par an, ce qui est un phénomène nouveau. L'autre défi, c'est celui de la technologie ou plus exactement de ses conséquences sur l'emploi. On sait que l'intelligence artificielle et les robots vont provoquer la disparition de nombreux postes intermédiaires.

Mais n'est-ce pas, dans l'histoire, ce qui s'est passé à chaque révolution technologique, où l'on a vu s'engager de façon systématique un processus de destruction-crédation d'emplois ?

Vous avez raison de souligner que l'on manque encore de recul historique pour se prononcer sur la tournure sociale que prendra cette nouvelle révolution industrielle. Il faudra plusieurs dizaines d'années pour cela. Ce que l'on sait, c'est que les révolutions

industrielles du passé supprimaient des emplois peu productifs pour les remplacer par des emplois qui l'étaient davantage. Après l'avènement de la machine à vapeur, les ouvriers d'usine sont devenus plus performants que les artisans-paysans qui fabriquaient un peu de textile dans leurs fermes. Pour résumer, les grandes mutations industrielles précédentes étaient toutes associées à une montée en gamme des emplois. Pour l'instant, ça n'est pas le cas de celle-ci. On peut au contraire observer - et c'est nouveau - que la révolution technologique en cours supprime cette fois de « bons » emplois.

Il y a un danger que vous ne mentionnez guère et qui est pourtant sur toutes les lèvres en cette rentrée, c'est la crainte d'une prochaine nouvelle crise mondiale...

Sur ce point, il faut bien avoir conscience d'une chose fondamentale : depuis dix ans et la crise de 2008, les gouvernements comme les banques centrales entretiennent une énorme aversion pour les récessions et les crises qui en découlent. Cela veut dire qu'ils sont prêts à tout pour que cela ne se reproduise pas, du moins pas sous la forme que l'on a connue il y a dix ans.

L'une des grandes erreurs du moment est d'extrapoler ce que l'on a vécu il y a dix ans pour appliquer la même grille d'analyse à ce qui se passe aujourd'hui. Je m'explique. En 2007, un an avant la grande crise, les taux obligataires allemands à dix ans - c'est-à-dire le rendement des obligations émises par l'Etat - se situaient à 4,80 %. Ils sont aujourd'hui à - 0,70 %, donc négatifs. Partout dans le monde, les taux d'intérêts sont désormais au plus bas. Et les banques centrales les baisseront encore en cas de nécessité. De leur côté, dans ce contexte de taux, les Etats ne vont pas hésiter à creuser leur déficit public s'ils voient poindre un risque de récession.

Nous sommes donc entrés dans une situation inédite, celle où tout danger de récession semble pour le moment écarté. L'histoire des crises précédentes montre en effet que toutes se déclenchent lorsqu'un agent économique se trouve brusquement placé en situation d'insolvabilité. On l'a vu en 2007 lorsque les ménages modestes américains n'ont plus été capables de rembourser les crédits de leur maison. Or dans une situation de taux d'intérêt à zéro, une telle situation n'est plus possible. L'insolvabilité n'existe plus. Cela veut dire que si les taux d'intérêt restent durablement bas, ce que pensent une majorité d'économistes, on a peut-être trouvé la solution miracle pour conjurer les crises du type de celles que l'on a vécues après-guerre.

Une solution qui comporte néanmoins de multiples effets pervers

En effet, et le premier d'entre eux, et pas des moindres, c'est la ruine des épargnants. L'autre danger, c'est la situation des banques qui ne peuvent supporter longtemps sans dommage une situation où les crédits qu'elles consentent aux agents économiques sont de moins en moins rémunérateurs, alors que, dans le même temps, le dépôt de leurs liquidités leur rapporte zéro, quand il ne leur coûte pas d'argent.

Enfin, et c'est un risque majeur, le risque d'un argent durablement pas cher est de voir proliférer des investissements inefficaces, voire néfastes. On peut par exemple assister à des formations de bulles, et je songe notamment à l'immobilier.

Donc oui, les effets pervers d'une telle situation sont nombreux. Il reste qu'elle existe. Car contrairement à ce que la théorie nous a enseigné, le quasi-retour au plein-emploi ne se traduit plus par de l'inflation comme autrefois. Donc le risque que les taux d'intérêt grimpent à nouveau est extrêmement faible. L'idéal serait que nous profitions d'une situation où les Etats peuvent s'endetter sans grands dommages pour faire de bonnes réformes ou de bons investissements d'infrastructures, par exemple pour s'attaquer au réchauffement climatique. Mais rien ne dit que nous aurons cette sagesse.

Propos recueillis par Daniel Fortin